

L'ACTUALITE EUROPEENNE

ACCOUNTANCY EUROPE (ACE)

ACE publie un nouveau témoignage de sa série «Stories from practice» sur l'écotourisme et la finance durable

ACE publie un nouveau témoignage de sa série «Stories from practice», dans lequel Eelco van der Enden, associé chez Price Waterhouse aux Pays-Bas, s'exprime sur l'éco-tourisme et la finance durable au Suriname. Plus précisément, Eelco van der Enden a élaboré un projet destiné à faire usage de la Blockchain et des taxes sur le tourisme afin de s'assurer de la durabilité à long-terme des destinations touristiques.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse – 10 mars 2020

ACE publie le deuxième opus de sa série de podcasts, intitulée «Because people count»

ACE publie le deuxième opus de sa nouvelle série de podcasts, intitulée «Because people count», dans lequel Benjamin Angel, responsable de la Direction générale : Fiscalité et union douanière, évoque la réponse apportée par la Commission européenne aux défis posés par le système fiscal, et notamment les travaux initiés au niveau de l'OCDE en vue de le moderniser. Benjamin Angel présente l'éventualité d'un référentiel de l'Union européenne sur la conformité coopérative et la possibilité d'actions législatives afin d'assurer que les plateformes en ligne transfèrent des informations à l'administration fiscale. ACE mentionne les liens avec les différents travaux en cours.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse – 6 mars 2020

Le groupe de travail européen sur l'introduction en bourse présente ses recommandations pour l'avenir de l'UMC.

La nouvelle Commission européenne a fixé un ambitieux programme de travail et inscrit le soutien aux introductions en bourse (IPO) parmi ses priorités. Un groupe de travail européen, comprenant des représentants d'entreprises et des experts du secteur financier intervenant dans l'admission des sociétés à la cote, s'est fixé pour tâche d'établir des recommandations pour relancer les introductions en Bourse en Europe. Parmi ces membres figurent notamment ACE (représentant la profession comptable), le CFA Institute (représentant les analystes), le FESE (représentant les bourses), ou encore la Banque européenne de reconstruction et de développement, BERD. Dans son rapport, le groupe de travail présente des recommandations en vue d'inverser la tendance déclinante du nombre des IPO depuis une vingtaine d'années. Pour relancer les IPO, il préconise de mettre en place des règles proportionnelles à la taille des entreprises et de diminuer les coûts de première cotation.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse – 6 mars 2020

ACE rejoint la campagne d'A 4 S et lance un appel à agir en réponse au changement climatique

ACE agit pour une transition vers une économie durable. Parmi ses travaux dans ce sens, figurent les contributions au programme de travail de finance durable, l'exploration de la fiscalité verte, la fin de l'éco-blanchiment et son remplacement par un meilleur reporting non-financier et le passage à une gouvernance d'entreprise durable. Il s'allie à la campagne lancée par A 4 S, signée par 13 dirigeants de 14 organismes comptables du monde entier (Cf. Newsletter DIPAC au 28 février 2020).

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse – 6 mars 2020

ACE publie une nouvelle édition de sa Lettre d'information fiscale

ACE met en ligne une mise à jour de sa publication fiscale, Tax Policy Update, qui couvre la période du 24 février au 6 mars 2020. Ce numéro évoque notamment :

- la publication par la Commission européenne de précisions complémentaires concernant les mesures contre la fraude fiscale qu'elle compte initier, et notamment la publication en juin 2020 d'un Plan pour lutter contre l'évasion fiscale et simplifier la fiscalité. Ce plan d'action s'accompagnera de deux propositions législatives. Des consultations publiques seront lancées le moment venu en amont de chaque initiative législative ;
- le lancement imminent par la Commission européenne de consultations publiques sur la fiscalité verte ;
- Le soutien réaffirmé par la vice-présidente de la Commission européenne, Margrethe Vestager, en faveur des taxes numériques que les pays européens comptent imposer aux grandes entreprises technologiques ;
- le lancement par la Commission européenne de consultations publiques en vue de réviser la directive sur la taxation de l'énergie, qui fixe les règles de taxation des produits énergétiques (carburant, fuel, électricité...).

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse – 6 mars 2020

FEDERATION EUROPEENNE DES COMPTABLES ET AUDITEURS POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (EFAA)

L'EFAA présente son outil d'évaluation de la compétence numérique

Lors de sa réunion à New York le 26 février dernier, le directeur général de l'EFAA a présenté au Groupe d'Edimbourg, dont il est membre, son outil d'évaluation de la compétence numérique, Digital Competency Maturity Model – DCMM, destiné à aider les petits et moyens cabinets comptables à évaluer et à améliorer leur compétence numérique.

Lors du congrès international de l'EFAA qui doit se tenir le 25 juin 2020 à Berlin, une session sera entièrement dédiée à l'utilisation pouvant être faite de cet outil par les petites et moyennes entreprises. Cet outil est désormais disponible en français et en néerlandais.

Un article sur ce thème paraîtra prochainement sur le site de l'IFAC.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

EFAA - Latest From Brussels - Mars 2020, n° 4

EUROPEAN FINANCIAL REPORTING ADVISORY GROUP (EFRAG)

L'EFRAG organise des tests de terrain de la norme de IASB sur la présentation des états financiers

L'EFRAG invite les entreprises à participer aux tests sur le terrain de la nouvelle norme de l'IASB sur la présentation et les informations à fournir dans les états financiers

L'EFRAG, en étroite relation avec les normalisateurs nationaux européens, va conduire des tests pour mettre à l'épreuve les propositions de l'IASB visant à améliorer la manière dont l'information est communiquée dans les états financiers, en mettant l'accent sur les informations relatives au compte de résultat. L'IASB propose notamment d'apporter des modifications limitées au tableau des flux de trésorerie, ainsi qu'à l'état de la situation financière. Les personnes souhaitant participer à ces tests doivent se faire connaître d'ici le 20 mars 2020 auprès de Cristina Rodriguez (cristina.rodriguez@efrag.org).

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

EFRAG - Communiqué de presse – 6 mars 2020

L'ACTUALITE PAR PAYS

INTERNATIONAL

International Accounting Bulletin (IAB) publie son enquête mondiale annuelle

La revue «International Accounting Bulletin» publie son enquête mondiale pour 2019, dans laquelle elle établit son classement des principaux réseaux et associations de cabinets comptables, en fonction à la fois du chiffre d'affaires et du nombre de collaborateurs. Ces données comprennent également des informations sur les honoraires, des ventilations par région et des informations sur les différentes lignes de services.

IAB publie par ailleurs un Supplément numérique incluant une analyse poussée de certaines conclusions issues de l'enquête mondiale, selon lequel on peut s'attendre à une croissance continue des services de conseil, suite à la propension des cabinets à passer au numérique et aux besoins accrus de conseils en matière de fiscalité, de transactions et de mise en conformité.

L'étude indique que pour les Big Four, les services de conseil représentent 40 % des honoraires. Par suite, la facturation d'honoraires pour les services d'audit ou de comptabilité est un peu à la traîne, n'ayant généré que 34 % des revenus totaux des Big Four en 2019.

Globalement, Deloitte dispose de la plus grande part d'honoraires générés par son activité de conseil, qui représente 60 % de son revenu global. KPMG a généré lui aussi davantage de revenus de son activité de conseil (40%) que de son activité d'audit (38%). PwC et EY perçoivent encore plus de revenus de leur activité d'audit mais l'écart se resserre lentement.

Pour les réseaux de taille moyenne, l'audit reste la principale source de revenus (49%), contre 25 % pour les missions fiscales et 19 % pour les services de conseil. La répartition suivant les catégories de services affiche d'ailleurs peu de changement par rapport à 2008, lorsque l'audit et la comptabilité représentaient 53 % du montant total de leurs honoraires

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IAB – Communiqué de presse – 3 mars 2020

ALLEMAGNE

L'Institut des Wirtschaftsprüfer (IdW) publie une prise de position sur le code de gouvernance d'entreprise

La commission désignée par le ministère de la Justice allemand pour élaborer le Code de Gouvernance d'Entreprise en Allemagne a publié le modèle qu'elle préconise le 7 janvier 2020. Ce modèle régleme la séparation entre l'audit et le conseil, ainsi que la rotation des auditeurs, de façon encore plus rigoureuse que ce qui est prévu par les règles européennes spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public (entreprises, banques et compagnies d'assurance). Dans une Prise de position, l'IdW déclare ne voir aucune raison d'aller au-delà des dispositions européennes. [Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IDW – Communiqué de presse – 10 mars 2020

AUTRICHE

L'Autriche met en place un groupe de travail en vue de sa réforme fiscale environnementale

Le ministre des finances autrichien a annoncé le lancement d'un groupe de travail chargé de porter les propositions de réforme écologique du gouvernement autrichien, dont le programme de coalition vise à convaincre que l'économie et l'écologie peuvent aller de pair. Le groupe de travail, composé de six membres, aura pour tâche d'étudier les options permettant d'appliquer des prix aux activités émettrices de gaz carbonique. Le groupe de travail débattera également des mesures possibles pour encourager des formes de transport plus vertes. Les députés verts ont déjà obtenu une taxe unique de 12 euros sur les billets d'avion qui devrait voir le jour en 2021. [Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Tax policy Update - 6 mars 2020

CANADA

Autorités des valeurs mobilières canadiennes (ACVM)

Les ACVM adoptent une procédure harmonisée d'examen des dépôts préalables de prospectus

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) ont publié un Avis dans lequel elle préconise de demander désormais aux émetteurs de valeurs mobilières canadiens de soumettre leur note d'information (prospectus) à un examen confidentiel par les ACVM avant de pouvoir la déposer. Suivant les préconisations exposées, le «prospectus» devra présenter les informations (et notamment les états financiers) prévues par la législation relative aux valeurs mobilières et présenter par ailleurs une estimation du prix des titres, ainsi que d'autres informations liées. [Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACVM – Communiqué de presse - 5 mars 2020

CPA Canada

CPA Canada publie son enquête 2020 sur la fraude

Selon les constatations de l'enquête annuelle 2020 de CPA Canada, 34 % des canadiens ont été victimes d'une fraude l'année écoulée, le plus souvent en raison de l'utilisation de techniques obsolètes ou peu sécurisées pour protéger leurs données personnelles en ligne. Il apparaît toutefois que les Canadiens tentent désormais activement de se former davantage aux techniques leur permettant de mieux se protéger. CPA Canada pour sa part recommande de créer des mots de passe plus sûrs, de contrôler les

opérations effectuées, de détruire les documents personnels à jeter, de veiller sur l'évolution de son profil financier (credit score) et de filtrer les appels téléphoniques inconnus.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

CPA Canada – Communiqué de presse – 3 mars 2020

ETATS-UNIS

American Institute of Certified Public Accountants (AICPA)

La commission des normes comptables (ASB) de l'AICPA publie la norme SAS N°139

La commission des normes comptables (ASB) de l'AICPA met en ligne son Statement on Auditing Standards N°139, intitulé «Amendments to AU-C Sections 800, 805, and 810 to Incorporate Auditor Reporting Changes From SAS No. 134». Il s'agit d'une nouvelle étape en vue de finaliser la suite des normes consacrées au rapport d'audit, et destinée notamment à conformer les Normes d'audit généralement admises au Etats-Unis (GAAS) aux nouvelles normes sur le rapport d'audit et leurs dispositions relatives à l'exactitude, l'uniformité et la transparence, instrumentales pour la formation de l'opinion de l'auditeur et les responsabilités respectives de celui-ci et des dirigeants. La norme SAS N° 139 entrera en application pour les exercices clos à compter du 15 décembre 2020.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

AICPA – Communiqué de presse – 10 mars 2020

Center for Audit Quality (CAQ)

Le CAQ met en ligne un nouvel outil de dissuasion des conduites frauduleuses

Le CAQ met en ligne une nouvelle ressource, intitulée «Assessing Corporate Culture: A Proactive Approach to Deter Misconduct» et mise au point par ses partenaires de l'Anti-Fraud Collaboration (AFC). La thèse de l'AFC est que, lorsque les défaillances d'entreprises surviennent, l'origine est souvent attribuée à la vulnérabilité de la culture déontologique observée par l'entreprise. Selon le Livre blanc de l'AFC, la mise en œuvre d'évaluations périodiques de la culture de l'entreprise peut aider à détecter et empêcher des fraudes, en permettant aux dirigeants de prendre des mesures proactives pour gérer des problèmes avant qu'ils ne conduisent à un scandale. Parmi les approches recommandées par l'AFC figurent des évaluations périodiques des tableaux de bord de la culture d'entreprise, des processus d'orientation, des informations sur les salariés, des procédures d'identification des problèmes, ainsi qu'une écoute proactive.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

CAQ – Communiqué de presse – 10 mars 2020

Anti-Fraud Collaboration (AFC)

L'AFC s'exprime sur le blockchain et la fraude

La blockchain comporte de multiples possibilités d'application, qui peuvent constituer autant de défis pour l'audit. L'AFC publie un article dans lequel elle décrit la blockchain et explique comment elle peut être utilisée pour combattre la fraude. L'AFC rend compte par ailleurs des risques ou autres considérations clés liés à une blockchain publique. L'article met notamment en évidence les atouts de la blockchain s'agissant de l'intégrité, de la traçabilité, de la transparence et de la sécurité et souligne comment elle apporte une solution au problème de la confiance entre acteurs d'un même réseau ayant des intérêts différents. La blockchain redéfinit l'avenir du reporting financier, de l'audit et de la gestion du risque.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

CAQ – Communiqué de presse - 27 février 2020

HONG KONG

La position financière de Hong Kong en danger ?

Hong Kong est traditionnellement considéré comme un paradis fiscal et le pôle financier de l'Asie, sinon du monde entier. Toutefois, l'incertitude qui domine le paysage politique depuis plusieurs mois risque d'affecter la confiance des investisseurs et la protection des actifs. La revue International Accounting Bulletin explique par quel cheminement la position financière centrale acquise par Hong Kong pourrait être remise en question, au profit de Singapour, Tokyo et Shanghai.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

International Accounting Bulletin – 4 mars 2020